

**RENCONTRE PROJEP #4**

**« TEMPS DE VIE, TEMPS LIBRE ET TEMPS CONTRAINT »**

**9 MAI 2022**

**Animée par :**



**Vincent SEGUELA**

Directeur général de la Fédération Léo Lagrange

**Avec l'intervention de :**



**Eric DACHEUX**

Professeur des universités à Clermont-Ferrand



**Christophe DANSAC**

Maître de conférences en psychologie à l'IUT de Figeac



**Evanne JEANNE ROSE**

Vice-président de l'UNHAJ



**Françoise STURBAUT**

Secrétaire générale adjointe en charge des jeunes et de l'égalité chez La Ligue de l'Enseignement

**Patrick CHENU**

Bonjour à toutes et tous.

Je suis très heureux de vous accueillir pour cette quatrième édition des Rencontres de la Prospective pour la Jeunesse et l'éducation populaire.

Je souhaite la bienvenue à toutes les personnes présentes, aussi bien celles qui sont dans la salle que celles qui nous rejoignent à distance. Je vous remercie d'avoir pris le temps d'assister à cette rencontre, qui, comme vous l'aurez deviné, abordera la question du temps de vie, des temps libérés et des temps contraints.

Nous interrogerons cette notion de temps, notion importante dans notre secteur puisqu'un bon nombre d'associations de l'éducation populaire sont nées du temps libéré.

Mais qu'en est-il de notre rapport au temps aujourd'hui ? Et qu'en sera-t-il demain pour nos organisations ? Que fait-on de ce temps libre ? Est-ce un temps pour soi ? Ou est-ce un temps ouvert sur les autres, dans le domaine de la solidarité et des engagements ? Enfin, quelle politique publique pour accompagner ces changements ?

Ce sont les questions auxquelles nous allons tenter de répondre durant ces deux prochaines heures. Pour cela, nous avons l'immense honneur d'accueillir :

Evanne JEANNE ROSE, vice-président de l'UNHAJ.

Françoise STURBAUT, secrétaire générale adjointe en charge des jeunesses et de l'égalité à La ligue de l'enseignement.

Éric DACHEUX, professeur des Universités à Clermont-Ferrand.

Et en distanciel, Christophe DANSAC, maître de conférences en psychologie et administrateur du département Carrières Sociales de l'IUT de Figeac.

Je vais laisser la parole à Vincent SEGUELA, secrétaire général de Léo LAGRANGE, qui va animer cette rencontre.

**Vincent SEGUELA :**

Merci Patrick. Cela vient d'être expliqué par notre président, le temps libre est un périmètre auquel les associations d'éducation populaire sont bien habituées. Pour la plupart d'entre nous, c'est un périmètre historique. C'est aussi notre périmètre commun. Et c'est un terrain d'exercice que l'on pratique bien souvent.

Le temps libre est aussi le temps libéré, qui est associé à la notion de repos, notion assez récente qui est venue avec l'avènement de la société industrielle. Car auparavant, le repos ne pouvait être qu'éternel et le seul jour de repos devait être consacré à dieu. Le fait politique structurant du temps libre est probablement l'avènement du front populaire en 1936, du moins pour beaucoup d'associations d'éducation populaire. C'est aussi le début du fait municipal autour du temps libre. C'est également la semaine à 40 h et les premiers congés payés. Tout ceci était évidemment fortement décrié par le patronat et par la bourgeoisie de l'époque puisqu'ils y voyaient plutôt l'avènement d'une société de l'oisiveté. C'est également un événement politique dans une Europe qui est déjà largement nationaliste, voire fascisante.

Très rapidement, se pose la question - puisque le front populaire n'arrive pas par accident, mais un peu par surprise après deux échecs en 1928 et 1932 - pour le nouveau gouvernement, de l'utilisation de ce temps libre, de ce temps libéré. C'est la mission qui est confiée au sous-secrétaire d'État aux loisirs et

aux sports, le dénommé Léo Lagrange. Il n'a pas de ministère, mais une petite équipe réduite autour de lui. Le Parlement - puisque la Troisième République est une république parlementaire -, bloque au maximum son fonctionnement. Le sous-secrétaire d'État va travailler pendant plusieurs mois avec les fonds dits secrets de Matignon.

Voici le contexte dans lequel s'attèle ce premier gouvernement dédié au temps libre. Il y en a eu un autre ensuite, cette fois sous le gouvernement de François Mitterrand.

La base « politiques publiques » est ainsi posée. Pour continuer à introduire le sujet, je vais maintenant revenir à des éléments sociologiques en citant quelques passages de Jean VIARD à travers un ouvrage qu'il avait consacré aux jeunes : *Devenir adultes en société mobile, un nouvel âge jeune*, aux éditions Fondation Jean Jaurès.

En introduction, Jean VIARD nous rappelle comment le temps libre, le temps libéré, a considérablement évolué en près d'un siècle. Il nous rappelle qu'au début du XX<sup>ème</sup> siècle, dans les pays occidentaux, on vivait environ 500 000 heures. Je le cite : « *On travaillait 200 000 heures et on en dormait autant. Il ne restait donc plus que 100 000 heures pour faire autre chose, apprendre, se distraire, aimer, militer ou mourir.* »

« *Un siècle plus tard, on vit 700 000 heures. On a donc gagné 40% de temps de vie. On dort toujours à peu près autant, soit 200 000 heures, mais notre temps de sommeil est plus court de près de trois heures. On ne travaille plus que 67 000 heures.* » Je rappelle qu'au siècle dernier, on travaillait 200 000 heures. Si on rajoute à peu près 30 000 heures d'études en moyenne, il reste environ 400 000 heures pour faire autre chose, au XXI<sup>ème</sup> siècle.

Un siècle plus tard, quatre fois plus de temps libre. Jean VIARD met des guillemets à « libre ». Il nous rappelle que le temps libre a été multiplié par quatre, mais nous dit aussi qu'au même moment, le marché du temps libre à lui, été multiplié par dix. Nos frustrations augmentent plus vite que nos satisfactions. La société des services se multiplie pour nous faire gagner du temps, notamment avec les services de livraison, les commandes sur internet, les magasins ouverts de plus en plus longtemps, le bricolage qui se développe, etc.

Jean VIARD nous dit ceci : « *C'est le zapping. Plus la vie est longue, plus on va la vivre par séquences courtes.* » Dans cet ouvrage, il cite un économiste, en la personne de Jean Fourastié, qui a donné le nom à la période post Seconde Guerre mondiale, « les Trente glorieuses ». Il nous indique que si la conquête de l'espace a été le sujet de préoccupation majeure des hommes qui considèrent qu'après-guerre, la terre est à peu près connue, il explique que « *maintenant vient la nouvelle aventure de l'homme, celle de la conquête des temps libres* ».

Pour finir cette introduction, je vais citer une autre discipline et un autre auteur, Paul Valéry. Dès 1934, il dit « *s'inquiéter de constater notre intoxication par la hâte. Ni le courrier ni le télégramme ne harcelait Platon. L'heure du train ne pressait pas à Virgile. Descartes s'oubliait à songer sur les quais d'Amsterdam* ». Voilà quelques références pour lancer nos discussions. On va, si vous le voulez bien, commencer par vous Éric DACHEUX. Est-ce que nous avons balayé toutes les différentes dimensions et approches du temps, ou en avons-nous oublié quelques-unes ? Finalement, est-ce que le temps est toujours source de progrès ?

## Éric DACHEUX :

Je suis enseignant à l'université de Clermont Auvergne. Je travaille sur les rapports entre communication, démocratie et économie. A ce sujet-là, je me suis intéressé de plus en plus à cette notion du temps. Je ferai deux sauts : le premier au XIX<sup>ème</sup> siècle, avec la naissance du capitalisme, et ce que Marx appelle le « temps abstrait ». C'est-à-dire la nécessité d'unifier tous les temps, car il y avait des systèmes métriques et la mesure du temps n'était pas la même partout. On a inventé en 1879 un temps universel pour que, partout, les trains arrivent à l'heure.

Pourquoi la référence à Marx ? Car pour faire augmenter le profit, il est nécessaire de mesurer la productivité. Et cette productivité se mesure à travers un temps moyen. On est dans ce temps abstrait. Ce temps abstrait a été aussi l'objet d'une lutte, c'est ce que raconte l'historien Thompson. Il explique comment en Angleterre les ouvriers ont perdu la bataille de l'horloge en se battant pour diminuer leur temps de travail. La vraie bataille était de savoir qui organise le temps.

Avant le travail en usine, chacun organisait son temps comme il le souhaitait. A partir du moment où c'est l'horloge universelle qui définit le temps de travail, nous ne sommes plus autonomes. On est soumis à un temps contraint. Or, la démocratie, c'est l'autonomie.

Le deuxième saut nous amène à Athènes, à l'époque de la démocratie athénienne. Là aussi, on nous alerte sur quelque chose. La politique, c'est l'action libre. Mais action libérée de quoi ? Du travail ! (Par les esclaves qui faisait les tâches et par les femmes qui géraient le foyer).

L'expérience athénienne souligne une contradiction entre le temps politique et le temps économique. Contradiction à laquelle je rajouterai le temps écologique, car « OIKOS » veut dire, en grec, foyer, mais également écologie, notre terre à tous. Il y a de plus en plus une contradiction entre le temps écologique, qui a un temps long, un temps durable et le temps capitaliste, qui est un temps axé sur l'accélération. « *Le temps c'est de l'argent* » : c'est pour cela qu'il faut sans arrêt gagner du temps, pour gagner de l'argent.

On est dans ce temps qui s'accélère de plus en plus. Même si nous éprouvons la sensation d'avoir plus de temps libre, au fond, nous nous sentons de plus en plus contraints, débordés.

Ce qui permet de comprendre cela, c'est un historien qui s'appelle Michel Hartog, qui travaille sur la notion de régime d'historicité. Un régime d'historicité, c'est le rapport qu'une société donnée a entre le passé, le présent et le futur et comment elle les articule. Il y a une espèce de contradiction entre le régime d'historicité, de la modernité, c'est-à-dire des Lumières, qui valorise le futur, alors que le temps d'historicité de la tradition, favorisait le passé.

Et ce régime d'historicité-là (celui de la modernité) est aujourd'hui remplacé par un nouveau régime d'historicité, qu'on appelle le présentisme. C'est-à-dire, cette faculté accordée au présent. Ce qui compte, c'est le présent. Mais un présent très particulier. Nous ne jouissons pas de la plénitude de l'instant, nous sommes dans l'anticipation de la seconde d'après.

Il y a donc une contradiction entre le régime d'historicité dans lequel nous vivons, celui du capitalisme, et le régime d'historicité auquel fait référence l'éducation populaire qui est celui hérité des Lumières. Ces deux contradictions entre le temps économique et le temps écologique d'une part et entre le régime d'historicité de la modernité du capitalisme cognitif d'autre part se traduisent par l'exemple des ingénieurs qui ne sont plus en repos. On dit plutôt qu'ils sont en veille, exactement comme un ordinateur. Ils ont leur écran d'ordinateur allumé et quand leur boss des États-Unis envoie un mail, n'importe quand, à n'importe quelle heure, ils répondent. Ils sont comme une machine de veille.

Aujourd'hui, ma réflexion est de dire qu'il y a nécessité pour les mouvements sociaux de reconquête du temps. Le temps n'est pas libre. De mon point de vue, on est toujours dans un temps de plus en plus

dominé par cette accélération capitaliste, par ce régime d'historicité présentiste. Il ne s'agit plus de définir le temps libre, mais d'organiser le temps pour pouvoir libérer du temps, à l'image de ce que font les banques du temps en Italie.

**Vincent SEGUÉLA :**

Merci Éric.

**Françoise STURBAUT :**

Par rapport à la notion de temps libre, parler également du temps libéré, ce n'est pas tout à fait la même chose. En tout cas, on aurait pu penser qu'à un certain moment, on ne pouvait plus rien faire de ce temps libéré. Je crois en effet que notre société de consommation marchandise de plus en plus ce temps. Il faut s'occuper que ce soit au niveau des enfants, des jeunes, des adultes.

Il faut s'occuper, il faut avoir des loisirs, avoir des tâches qui amènent un bonheur immédiat. Nous sommes toujours en train de rechercher quelque chose à faire. Personne n'a travaillé sur la notion d'ennui ou sur le fait de ne rien faire et d'avoir ce droit à ne rien faire.

Le temps de l'engagement, c'est justement ce temps libéré où on décide de s'engager, de se mettre des contraintes. Ces contraintes peuvent paraître lourdes, ou contraignantes, mais ce sont des contraintes endogènes. Elles sont portées par l'engagement lui-même et ne sont pas données par le contexte social ou le contexte de travail.

**Evanne JEANNE ROSE :**

Pour rentrer dans le sujet, - et avec la casquette que j'ai, qui est plutôt de foyer de jeunes travailleurs - , je ne pense pas que cela remonte nécessairement au Front populaire. Je pense que c'est antérieur. Son existence remonte au moment de l'industrialisation, au moment où on a des vagues migratoires de jeunes qui vont vers la ville pour travailler à l'usine. S'organise alors un certain nombre de résidences, qu'on n'appelait pas exactement foyers de jeunes travailleurs, mais on va les raccrocher à cette histoire-là parce que c'est notre genèse.

La question qui se pose du coup, c'est : « *De quoi est libéré ce temps ?* » Libéré du contrôle qui pourrait y avoir à l'usine, c'est-à-dire qu'à l'usine, on savait ce qui se passait, on pouvait contrôler la vie et le corps du travailleur ou de la travailleuse.

C'est une fois qu'ils sortaient de l'usine qu'on ne savait pas ce qu'ils allaient faire de ce temps libéré. Les premiers foyers de jeunes travailleurs se sont aussi construits pour partie pour contrôler ce temps-là. Pour s'assurer que les bonnes mœurs étaient toujours acquises, que les personnes s'alimentaient bien, qu'ils jouaient un rôle et qu'ils savaient bien gérer leur temps.

Quand on me pose la question de : « *Est-ce que c'était un temps libéré ?* », je réponds : « *Pas tant que ça.* » C'était surtout un temps où il y avait à nouveau une lutte de pour ce qu'on avait le droit de faire ou de ne pas faire en dehors de son emploi.

Je ne suis pas sûr que nos associations d'éducation populaire soient seulement concernées sur la question de la libération du temps. Elles sont, selon moi, aussi sur la question du contrôle de ce temps. Qu'est-ce qui nous inspire quand on organise ce temps-là ? Il ne s'agit pas juste d'affirmer qu'on est un acteur du temps libéré ou du temps libre.

**Vincent SEGUÉLA :**

Merci Evanne. Françoise, vous avez évoqué quelques bribes de la pédagogie de l'ennui. Ce n'est pas tout à fait comme cela que vous l'avez exprimée, mais j'aimerais que vous reveniez sur l'engagement.

Faisons le lien avec les échanges que nous venons d'avoir, avec Éric qui nous disait tout à l'heure que s'il n'y a pas d'autonomie au travail ou sur le temps libre ou libéré, il n'y a alors pas de démocratie possible. Or, pour nous l'engagement, c'est la démocratie participative ou représentative. Lors du confinement, nous avons vécu une période où on a perdu pas mal d'autonomie. Pouvez-vous développer sur la notion d'engagement et sur l'impact de la crise sanitaire sur la jeunesse notamment, ainsi que le rapport au temps ?

**Françoise STURBAUT :**

Au niveau de la crise sanitaire, nous avons subi et intégré un enfermement. C'était une période totalement liberticide dans laquelle nous avons intégré d'être enfermés. On parlait tout à l'heure de temps social ou temps collectif. Ce temps enfermé était un repli sur soi, c'était se couper des autres. Très vite, on s'est servi des nouvelles technologies, on a fait des « apéros zoom », des visioconférences pour essayer de pallier ce manque de contact. Tout ne s'est pas arrêté d'un coup. Dans un premier temps, passé la sidération, on pensait que la crise était ponctuelle et qu'on allait revenir à une vie ordinaire assez rapidement. Finalement, la crise sanitaire a duré au moins deux ans. On sait que pour changer nos habitudes, il nous faut deux ans. Il y a donc de nouvelles habitudes qui ont été prises, notamment dans le rapport au travail.

Auparavant, on se rendait au travail de 9 heures à 17 heures. On rentrait chez nous et la journée était terminée. Maintenant, il n'y a plus cette limite. Alors oui, le télétravail gomme le temps de transport, donc on peut penser d'une façon rapide que c'est un gain de temps. Dans un sens, c'est un gain de temps. Mais dans l'autre, le temps se délite et il n'y a plus de temps dédié au travail, de temps dédié même au sommeil, de temps dédié à la vie de famille...

Le travail a fait son apparition dans la sphère privée. Certains y ont trouvé un intérêt, ça donne une sensation de liberté ou du moins d'autonomie. Mais on se fait vite rattraper parce qu'on peut se retrouver en plines vacances à répondre à des visioconférences, à répondre à énormément de sollicitations auxquelles on ne répondait pas auparavant.

Par rapport au collectif, à ces temps sociaux collectifs qu'on a perdus, il me semble qu'on a du mal à les retrouver, en particulier dans la vie associative. On a des membres qui étaient là à toutes les réunions, et qui d'un coup, vont demander d'être à distance parce que finalement, c'est plus simple. On n'échange plus de la même façon. On n'a plus cet espace d'échange. C'est une vraie perte.

D'une façon générale, les jeunes ont fait comme tout le monde. Ils se sont trouvés très isolés. Des étudiants ont perdu tout contact avec les autres, certains se sont retrouvés enfermés dans des cités universitaires où ils étaient très peu nombreux. Ils n'avaient pas de contacts et leurs familles n'étaient pas là, ils n'ont pas eu de cours pendant très longtemps.

Au niveau de leur engagement, en cette période, ils se sont tournés dans un premier temps vers des emplois rémunérés d'une façon un peu plus substantielle que les services civiques, avant de revenir vers d'autres choses, vers un engagement fort.

**Vincent SEGUELA :**

Evanne, vous voulez réagir ?

## **Evanne JEANNE ROSE :**

Puisqu'on parle des jeunes et du confinement moi, je ne peux pas ne pas réagir. Durant la pandémie, les foyers de jeunes travailleurs étaient toujours présents. Un foyer de jeunes travailleurs, c'est 90 000 à 95 000 jeunes logés par an. Et pour le coup, quand on dit jeunes adultes, on ne pense pas étudiants, mais jeunes adultes dans toute leur diversité. Les étudiants représentent finalement un peu moins de 50 % de la population jeune. On a du mal à imaginer comment s'organise leur vie et quels sont les enjeux.

Le premier enjeu, c'est de réussir à passer ce sas expérimental et également le sas de toutes les vulnérabilités potentielles. Ce qu'on a observé, avec un chantier lancé pendant le premier confinement qui s'appelait « le journal d'une jeunesse confinée », puis « journal d'une jeunesse déconfinée » pour ensuite s'appeler « journal d'une jeunesse reconfinée », c'est que les jeunes avaient besoin de s'exprimer, et de se projeter.

Il y avait tout cette novlangue autour du monde d'après, exprimé comme un moyen qui nous permettait de penser qu'on allait pouvoir survivre et profiter du moment. En tout cas, il y avait nécessité de parler de ce monde d'après. Vous pouvez aller regarder sur YouTube, la partie « Fabrique du Futur ».

Nous avons observé deux choses sur la question du temps. Premièrement, le fait de faire l'expérience d'être dépossédé de son temps. Jusqu'à présent, on avait l'impression qu'on faisait ce qu'on voulait. C'est notamment le mirage dans lequel on se sent lorsqu'on est avec son téléphone, ou quand on dit « *non je n'ai pas le temps de faire si je préfère faire si, etc.* ».

On oublie que la plupart de notre temps est largement contraint, soit directement parce qu'on est employé par une entreprise qui organise notre temps de travail sans forcément avoir le choix, avec d'ailleurs de moins en moins le choix sur notre temps libre, car on a évoqué rapidement l'économie de l'attention, c'est-à-dire tous les outils de réseaux sociaux, les outils numériques de façon générale, mais aussi happés par des codes sociaux, des normes sociales, qui m'imposent le fait de faire quelque chose. Par exemple, aller le dimanche, déjeuner en famille, etc. Ou alors juste par les nécessités de la vie : aller faire mes courses, manger, me laver...

On a oublié qu'on était contraint de façon générale. Avec le confinement, nous avons vécu l'expérience d'être dépossédé de notre temps. Nous étions résumés à deux choses : la chance d'avoir un travail et donc la possibilité de sortir pour aller travailler. Je n'avais que d'autres choix, je me rendais compte que c'était d'abord ça l'autorisation qu'on va m'accorder, ou alors j'avais le choix d'attendre patiemment chez moi et de chercher une façon de faire.

Plus de la majorité de nos résidents et résidentes ne font pas partie des chanceux qui pouvaient faire du télétravail. C'est un enlèvement des espaces de sociabilité. C'est à ce moment-là que nous avons expérimenté le fait d'être dépossédé de l'usage de son temps.

La deuxième chose, c'est pouvoir retrouver du temps pour soi et pour expérimenter. Au sens de « *je ne me suis jamais retrouvé chez moi, avec moi-même, tout seul ou à devoir refaire quelque chose, avec du temps qui s'est libéré. Mais qu'est-ce que j'en fais maintenant ?* ». C'est un moment où je peux me recentrer sur moi-même. C'est aussi une difficulté du temps libre et de l'occupationnel.

Je ne sais pas si en tant qu'acteur d'éducation populaire, j'ai une visée à occuper le temps des gens. Je ne le souhaite pas. En revanche, permettre aux gens de se recentrer sur eux ou avec les autres, ça oui. Ce qu'on a pu observer, c'est que la disparition de la vie sociale a amené une disparition de beaucoup de choses, notamment celle de pouvoir se projeter dans l'avenir. Pour reprendre un des termes de

l'analyse sociologique qui en est sorti, « *la vie sociale est le tissu vital sans lequel les individus et leurs foyers ne peuvent pas soutenir tout seul* ».

C'est une citation de Barbara Stiegler, qui avait écrit un tract pendant le confinement. Pour la plupart, les jeunes nous ont dit « *heureusement que j'étais dans une résidence habitat jeunes* », notamment quand les espaces communs étaient ouverts, parce que c'était une possibilité de maintenir une vie sociale. Cette vie sociale maintenait en vie. Ce n'est pas uniquement le cas des jeunes, c'était le cas pour les résidents d'EHPAD, qui se sont retrouvés cantonnés aux activités de soins. Ou alors pour toutes les personnes en situation de vulnérabilité.

On a besoin de vie sociale, et donc on a besoin de temps pour ça. Mais c'est un effort, un travail et un enjeu pour nous.

### **Vincent SEGUELA :**

Merci Evanne. Grâce aux progrès de la technologie, nous avons Christophe DANSAC avec nous. Il a été évoqué tout à l'heure par Éric la contradiction entre le temps politique, le temps économique, le temps écologique. Souhaitez-vous parler de la compétition entre ces temps ? Le temps de vie ? Le temps de la motivation pour s'engager ? Quelles sont les conditions requises dans le temps pour s'engager ?

### **Christophe DANSAC :**

Juste avant de passer à cette partie, je voudrais partager des résultats de recherche que nous avons obtenus à la suite d'une enquête effectuée chez les jeunes, en réaction à ce que disait Evanne, concernant la volonté de pouvoir organiser soi-même son propre temps.

On avait demandé à des jeunes à quel point certaines choses étaient importantes dans le travail, selon eux. Le fait d'organiser son temps était une préoccupation assez faible. Finalement, il n'y avait que 40% des jeunes qui avaient cette attente vis-à-vis du monde du travail. Cette attente se place bien derrière l'attente d'un travail intéressant, épanouissant, avec de bonnes relations humaines au travail, un travail qui respecte et soit compatible avec la santé, l'environnement...

Je trouve ça assez intéressant de constater que malgré cette volonté de vouloir être maître de son temps, il y a beaucoup de jeunes qui ne placent pas cette attente en premier et qui préfèrent satisfaire des attentes différentes qui sont des attentes qui sont beaucoup plus portées justement sur le bien-être psychologique, le bien-être relationnel, et éventuellement le bien-être physique.

Je voulais pointer cela avant de repartir sur la compétition entre les temps. En tant que psychologue, je ne suis pas un spécialiste du temps, des temps contraints, libres. Mais j'ai plutôt un attachement aux temps de la vie tels qu'on peut les décrire notamment en matière de psychologie du développement. On sait qu'il y a le temps de l'enfance et un temps de l'adolescence, qui est un temps particulièrement important, surtout au niveau de l'engagement.

C'est un temps dans lequel on bascule, un temps dans lequel il y a une augmentation progressive de la distance que l'on prend vis-à-vis de sa famille. Ensuite, il y a le fameux temps de l'entrée dans l'âge adulte, plus difficile à déterminer. Certains parlent du concept de « l'adulthood », pour parler de ce temps de plus en plus difficile pour les jeunes de déconnecter des parents, d'obtenir une autonomie financière, d'arriver à trouver un travail qui leur permettra de satisfaire leurs besoins, etc...

Si on suit encore les cycles du développement psychologique, on sait qu'à l'entrée dans l'âge adulte, il y a aussi le temps de création du foyer, le temps de création de la famille, même si pour certains cela ne se fera pas. Progressivement, on rentre dans le temps de la productivité, du travail, où il faut assumer



une carrière. Viens ensuite le temps où il faut s'en dégager. Tous ces temps-là donnent lieu à des contraintes différentes en matière d'engagement. Parce que les temps qui peuvent être mis au service d'une activité collective ne sont pas les mêmes en fonction de ces différents temps de la vie. Par exemple, on sait que pour les personnes qui ont des enfants en bas âge, le temps consacré aux relations sociales diminue énormément.

Ces personnes vont donc réduire leurs engagements, ou alors les maintenir uniquement si ces engagements sont compatibles avec leurs autres rôles. On voit par exemple des parents qui s'investissent dans les associations de parents d'élèves, dans les clubs sportifs, dans les associations à vocation culturelle, qui prennent en charge les loisirs des enfants. Mais cet engagement est rendu possible justement par le fait que dans ces cas de figure, l'engagement permet d'assumer deux rôles à la fois, à la fois le rôle de parent et le rôle du citoyen.

Pour les personnes qui sont dans cette phase de productivité où c'est la carrière qui compte, il ne faut pas oublier de rappeler qu'une grande partie des associations de jeunesse et d'éducation populaire repose sur le bénévolat de personnes qui sont engagées dans des métiers à vocation éducative. Dans ces associations, la plupart des jeunes qui s'engagent sont aussi des jeunes qui ont vocation, plus tard, à exercer des professions éducatives. On a par exemple étudié des associations dans le social et le médico-social et regardé comment se composent les conseils d'administration et les bénévoles de ces associations. On se rend compte que très souvent, on avait affaire à des professionnels de la santé, des professionnels de l'éducation non formelle.

Il y a encore ce besoin de compatibilité entre les engagements qu'on va prendre hors du travail et puis un rôle qui est très important dans la vie, qui est celui de travailler.

Il y a enfin le dernier temps de la vie qui est le temps des aînés, qui est un temps où on commence à avoir un petit peu plus de temps de libre. Mais ce sont des personnes qui sont très occupées par leurs engagements. Elles sont engagées dans des sphères très différentes. Je souhaitais mettre en avant cette donnée.

Finalement, quand on est dans le monde de l'éducation populaire, dans le monde des associations de jeunesse, on a souvent tendance à réduire la notion d'engagement à un engagement qui est au service du monde associatif, qui passe notamment par le bénévolat ou le service civique. Mais il faut bien qu'on se rappelle que finalement l'engagement, c'est une posture personnelle, qui est marquée par l'intention consciente de produire des actes et par la mise en acte de ses attaches. C'est aussi une promesse à soi-même et vis-à-vis d'un objet particulier. Et l'objet peut être très différent du monde associatif.

L'engagement des jeunes est multiple. Il y a de l'engagement dans les loisirs, il y a de l'engagement dans les relations. Cet engagement dans les relations est très important, notamment à l'adolescence, puisqu'on sait qu'à l'adolescence justement, on va essayer de se détacher progressivement de l'empreinte familiale pour construire son identité, avec les personnes de son âge. Donc cet engagement dans la vie relationnelle est très important. On le constate quand on demande aux adolescents à quoi leur servent les réseaux sociaux. Ces réseaux sociaux servent à rester en contact avec leurs amis, pour être en contact avec des jeunes. C'est un engagement au même titre que d'autres. Ceci contribue à la construction de l'identité du jeune sans pour autant être des engagements qui vont se faire au bénéfice d'une association ou au bénéfice des collectifs.

Voilà ce que je pouvais dire par rapport à une occupation du temps. Chez les jeunes, on a quand même un temps important qui est occupé par le temps scolaire, et ce temps scolaire prend la place que

pourraient prendre d'autres engagements, comme l'engagement dans les loisirs. Dans une enquête qu'on avait faite en 2015, nous avons constaté que le nombre de jeunes qui arrêtaient les activités de loisirs sportifs ou de loisirs culturels au moment de l'entrée au lycée était assez important. C'est une mobilisation supplémentaire des jeunes dans la direction de leur scolarité puisqu'il y a une forte pression sociale sur eux pour réussir dans leurs études.

Il y a donc une compétition entre les différents engagements, vis-à-vis de ses enfants, de son couple, vis-à-vis de son cercle de relations proches... Et cette compétition entre les différents engagements, nous pouvons la constater pour toutes les tranches d'âge et même chez les aînés, qui sont parmi ceux qui contribuent le plus au bénévolat dans les associations et qui sont très impliqués dans toutes les activités de la démocratie participative. Mais qui s'avèrent beaucoup plus labiles qu'avant en ce qui concerne leur engagement. Ils ont en effet tendance à zapper et à passer moins de temps dans chacun de leurs engagements.

**Vincent SEGUÉLA :**

Merci Christophe. Un mot, Éric ?

**Éric DACHEUX :**

J'ai deux petits désaccords, notamment sur l'enquête qui traite de l'autonomie du travail. Mon désaccord vient du fait que ce n'était pas une valeur prioritaire pour les personnes interrogées. Je me demande si c'est vraiment leur reflet propre ou si ce n'est plutôt le reflet d'une doxa. C'est tellement fort qu'on ne se rend pas compte qu'on n'y arrive pas. C'est tellement ancré que le temps de travail doit être organisé par l'entreprise.

Le deuxième point sur lequel je suis en désaccord concerne la question d'engagement dans les réseaux sociaux. Selon moi, ce n'est pas un engagement. Nous sommes ici dans une servitude numérique, une servitude volontaire. Je m'appuie sur un philosophe qui s'appelle POITEVIN. Évidemment, personne ne nous met un revolver sur la tête pour dire « *j'accepte tous les cookies* ». Mais justement, nous sommes dans une accélération du temps, où le temps est l'argent. On va de plus en plus vite, donc on accepte. Et moi, professeur d'université en sciences de l'information et des communications, je travaille dans un master qui s'appelle communication numérique. Je suis donc en désaccord, je n'ai pas du tout la même vision que mes collègues. Mais j'ai quand même l'impression qu'il s'agit plus que d'une norme sociale, il s'agit d'une pression sociale. La pression sociale, c'est justement le contraire de l'autonomie. Nous ne sommes plus dans une démarche volontaire de l'engagement. On voit bien qu'effectivement, nous sommes plutôt dans une fabrique de l'attention.

Ce n'est donc pas un engagement volontaire. Nous ne sommes pas dans l'autonomie, mais dans la servitude numérique. C'est le point de vue que je défends.

**Christophe DANSAC :**

C'est assez intéressant parce que c'est exactement ici qu'il va y avoir une différence entre la conception de l'engagement chez les sociologues et la conception de l'engagement en psychologie sociale. Du point de vue de la psychologie sociale, il y a un engagement vis-à-vis des réseaux numériques. Cet engagement a été construit par les récompenses qui ont été données par les réseaux, sur la base des informations satisfaisantes qu'ils procurent à chaque fois que vous cliquez, etc... On peut alors se poser la question, en dehors de la psychologie, de savoir s'il s'agit de servitude volontaire ou non. En tout cas, il s'agit d'un engagement aussi au sens comportemental. C'est-à-dire que la personne a fait le choix ou non de consacrer une partie de son temps à ces réseaux sociaux.

Les réseaux sociaux sont tout à fait organisés pour créer un engagement comportemental. Le documentaire Nos écrans de fumées sur Netflix montre parfaitement le fonctionnement de ces algorithmes.

Concernant l'organisation du travail, qui ne vient pas forcément à l'esprit des jeunes, je suis complètement d'accord sur le fait que pour avoir cette attente, il faut être conscient du champ des possibles. Et sans connaissance des modèles possibles, il est difficile d'imaginer un travail où on y organise son temps. Mais cela dit, je ne suis pas sûr que les jeunes sachent non plus ce qu'est un travail compatible avec la santé ou l'environnement. Mais toujours est-il que quand on leur propose ces différentes affirmations, ils y accordent moins d'importance. Et c'est un résultat d'enquête basé sur un millier de jeunes de 15 à 25 ans.

### Vincent SEGUÉLA :

Je vois une question dans la salle.

### Intervention de la salle :

Je m'appelle Joël LOPEZ, je suis directeur de maison de jeunes et de la culture. J'ai toujours été opposé au concept de ministère du Temps libre. Je m'explique : la façon de laisser supposer qu'il y aurait effectivement un espace où on ne serait pas esclave et que le temps serait libre, ça laisse penser que de l'autre côté, il y aurait un temps aliéné.

Pourquoi est-il aliéné ? On peut revenir effectivement à ceux qui sont les maîtres de l'horloge. Quand les syndicalistes ont revendiqué les 3x8, ce n'est pas simplement les huit heures pour reproduire seulement sa force de travail. A partir de cela, on a inventé une idéologie qui laissait supposer que tout devait se faire en dehors du travail.

Il se trouve que dans toutes les luttes sociales, l'expérience des foyers de jeunes travailleurs est assez intéressante, car ils ne sont pas simplement un hôpital pour remettre les gens en ordre ou en santé.

Le monde du travail a revendiqué de partager la domination de comment on définit le temps de travail. Si on ne revendique plus effectivement le fait de choisir comment on réfléchit, y compris le temps de production, je pense alors que notre liberté se trouve dehors. Au Portugal, on dirait alors « Rua ». On aurait juste le droit de vivre dehors. Quand on évolue dans un milieu urbain, les gens qui sont salariés ont trois heures de transport, le concept de libre n'a plus aucune sens. Si on ne réfléchit pas à comment je conçois mon temps de travail, le patronat peut être très tranquille.

L'éducation populaire a pour fonction de faire que l'engagement fait « cité ». Je partage des temps, sur la production, sur le sens de produire, sur le décor : je souhaite être à la fois l'ouvrier et l'architecte.

La grande subtilité, c'est de faire croire qu'on est libre lorsqu'on est travailleur indépendant. On voit bien que les livreurs se sont battus pour redevenir syndicalistes. Je dis ça parce que c'est une manière de nous évacuer de là où on fait société, richesse ou cadre. Si on ne participe plus à faire fonctionner cela, on pourra dire qu'il n'y a plus de collectif.

Même les associations sont devenues des ateliers de guérison. On a le droit de faire des dons, on a le droit d'être restaurant du cœur, mais on n'a pas le droit de changer la société.

Il faut admettre qu'il y a un temps qui appartient aux employeurs. Le travail n'est pas la propriété privée des employeurs.

Lors des occupations en 1936, les ouvriers sont allés dire « *le temps, nous le voulons* ». Le concept de temps libre est plus que piégeant, car on aurait simplement le droit à la récréation. On ne pourrait plus réfléchir à comment on fait l'école. On aurait juste le droit d'être autonomes.

Si on se pose la question du temps, il faut aussi la poser dans le cadre du travail. Si on regarde des expériences, chez Apple, la propriété des revenus, c'est Bill Gates qui la gagne. Mais quand on regarde comment ça se fabrique, il y a une manière de produire l'intelligence qui est collective.

Quand on réfléchit à l'intérieur de l'entreprise, on peut revendiquer que nous avons une place à avoir dans le temps et une histoire à faire. Sur cette question du temps, il s'agit de dire à l'entreprise : « *On ne vous le laisse pas.* »

**Vincent SEGUELA :**

Merci. Je ne sais pas s'il y a d'autres remarques ou questions en salle ou sur le web auxquelles on peut répondre. Je dois organiser le temps malgré tout. Je suis navré de vous contraindre. Evanne puis Éric.

**Evanne JEANNE ROSE :**

Tout à l'heure, quand j'ai commencé, j'ai dit que dans les foyers jeunes travailleurs, on a une histoire avant cette question-là. C'était celle de vouloir contrôler le temps du jeune en dehors du temps de travail.

Ensuite, il y a eu une nouvelle vague dans les foyers jeunes travailleurs où il y a plutôt des acteurs de l'éducation populaire, mais aussi des acteurs de syndicats ouvriers, qui se sont emparés de la question d'organiser justement ce temps-là.

Je pense que dans notre mouvement, on ne fait pas que loger. On a beaucoup de restauration. Beaucoup ont fermé, mais on a toujours des espaces collectifs où on mange ensemble. Ce temps-là, en fait, il est primordial. C'est le temps de la quotidienneté, c'est le temps où on rediscute, on partage, on se soutient les uns et les autres.

Sur la définition des temps contraints, on dit « temps contraint » en pensant « temps mauvais ». Pour moi, c'est un temps qui permet de vivre. Il y a des contraintes qu'on se donne. Ce sont des règles. Je fais des séjours de scoutisme ; on se définit des règles en premier lieu. Ces règles obligent qu'à 8 heures tout le monde soit réveillé et qu'à 9 heures tout le monde sorte de sa tente. Ça vous paraît ardu, mais en réalité les jeunes se disent que s'ils ne se donnent pas de règle, il n'y a plus de vivre-ensemble. Il n'y a plus d'engagement.

Il y a un grand débat quand on part en colonie, c'est de savoir si le téléphone portable est autorisé. S'il l'est, doit-on l'amener ? On récrée une nouvelle bulle temporelle où on s'extrait du reste. Je crois qu'on discute assez peu de rouvrir du temps. C'est ça que je voulais partager. C'est dans la quotidienneté, la capacité de recréer sur le temps long des relations interpersonnelles et donc de l'engagement et donc de produire des idées. Les logiques à vouloir nous faire rentrer dans des programmes, c'est perdre la capacité à produire des idées. Du coup, nous ne sommes plus vraiment éducation populaire.

**Éric DACHEUX :**

Je suis en accord avec plein de choses qui ont été dites. Je suis en train de préparer un bouquin qui s'intitule « *Contre le travail* ». Là où je suis d'accord, c'est que vous assistez à « *L'an 01* » de Gébé. L'utopie s'ancre dans le présent. Il y a d'autres manières de gérer son temps. Prenons l'exemple des coopératives du temps italiennes.

D'un côté, on avait des féministes italiennes qui disaient que c'était compliqué de travailler, car les services publics fermaient tôt. D'un autre côté, les mairies disaient « *si on ouvre les crèches plus tard, du coup on permet à des femmes d'aller récupérer leurs enfants, mais on force d'autres femmes à travailler plus tard, dans les crèches.* »

Ce qui a été réalisé alors, c'est une banque du temps. On s'est mis autour d'une table et on a discuté des horaires d'ouvertes des services publics. C'est ce qui manque en France. Je plaide sur une réflexion

sur les banques du temps pour réfléchir ensemble aux temps sociaux. Et que s'il y a des temps contraints, qu'ils soient le fruit d'une réflexion menée, d'un débat dans l'espace public.

On peut se mettre d'accord sur les temps. Je suis plus Lafargue que Marx sur ce sujet. C'est pour ça que je milite pour le revenu universel, parce qu'on a besoin de temps. On vit dans une société de plus en plus complexe et pour réfléchir à certaines problématiques, on a besoin de plus de connaissances et donc de temps. Et comme le temps, c'est de l'argent, on a besoin de se libérer du temps de travail pour avoir du temps politique.

### **Vincent SEGUÉLA :**

Merci Éric, je vous propose dans cette partie qu'on entre dans une autre dimension, qui est relative au temps long, au temps du projet collectif. On a cru comprendre que le temps était un sujet de contradiction, de compétition, d'antagonisme et de contrainte. J'aurais presque envie de citer Jules César, qui, pour moi, avait le mieux théorisé la liberté de s'engager moyennant un renoncement à sa liberté temporaire et une récompense.

J'ai envie de vous redonner la parole, Françoise. Non pas autour de Jules César, mais plutôt autour de comment les associations peuvent-elles réconcilier les attentes individuelles, le projet collectif, le temps présent, le temps long ? Existe-t-il une recette ou avons-nous au moins quelques passages obligatoires que nous pouvons tracer ensemble ?

### **Françoise STURBAUT :**

Il n'existe ni de recette, ni de passage obligatoire. En revanche, il existe différentes possibilités, que chacun se construise, s'invente dans la limite des contraintes que donne la société. Ce que je trouve intéressant dans la discussion de ce soir, c'est de voir la complémentarité entre une approche psychologique et une approche historique. Nous, humains, on est à la croisée entre les deux approches. Elles nous construisent. Par rapport à ce que vous disiez, Monsieur, sur l'opposition entre le temps du travail et le temps libre, dans la mesure où la contrainte est extérieure, on peut alors parler de temps contraint. En revanche, dans la mesure où je m'engage sur mon temps libre, je me donne des contraintes, ça peut rester un temps libre, car je reste maître de mon temps, car c'est moi qui intègre ces contraintes, qui intègre le cadre.

### **Une remarque dans la salle :**

Je peux aussi décider d'articuler mon propre temps libre, car ce n'est pas simplement d'avoir 3 sous de plus, je peux réfléchir à comment je gère mon temps.

Le jour de l'an, les ouvriers sortaient la nappe blanche, se faisaient livrer des huitres et ouvraient les caisses de champagne. Ils réfléchissaient, y compris, en termes d'organisation, à l'utopie.

Il faut savoir que la liberté individuelle n'est pas seulement dans la rue. Si on ne la revendique plus dans l'entreprise, on va finir par subir.

Godin, à Guise, réfléchit à comment on produit. Si la société c'est uniquement Notre-Dame-des-Landes, je ne sais pas ce qu'on ferait. Il faut s'organiser.

### **Françoise STURBAUT :**

Avant de répondre, je souhaite revenir sur la crise sanitaire et sur la grande détresse psychologique qu'elle a créée chez les jeunes. Un article très fourni du *Monde* a montré que les tentatives de suicide ont augmenté dans les trois premiers mois de cette année-ci. Une idée m'est venue en écoutant les uns et les autres. Elle concerne le rapport à cette autonomie du temps auquel la société ne nous a pas préparés. D'un coup, on avait cette autonomie qui nous était donnée. Seulement, personne n'était

préparé à cela. Ça peut créer une angoisse, des anxiétés. C'est une des réponses possibles à la grande souffrance que l'on a pu constater chez nos jeunes.

A l'inverse, pour être plus optimiste, je voulais vous donner des exemples, notamment par rapport à la Ligue de l'enseignement, par rapport à l'engagement des jeunes et le temps qu'ils passent dans cet engagement, le temps qu'ils acceptent de donner. J'aime bien l'expression « je donne mon temps ». On dit « je », donc on est responsable de ce qu'on fait. On est dans le don également. En 2021, il y avait plus de 5700 jeunes qui étaient en service civique, avec une moyenne d'âge de 21 ans. Il y a donc bien un engagement par rapport à des missions, notamment au niveau de l'intergénérationnel. Ça intéresse fortement les jeunes.

Un certain nombre d'axes sont réalisés pour que les jeunes puissent donner un sens à leur mission qui dépasse largement la petite rémunération qu'on leur donne. Un autre exemple concerne les juniors associations. Ça concerne les jeunes mineurs qu'on va aider, pour lesquels on va être accompagnant, on va leur donner un cadre pour qu'ils créent une association, un projet, et qui va leur permettre de s'engager dans quelque chose qui va les porter. On a beaucoup de jeunes qui passent du temps dans ces projets. Dans les juniors associations, ils vont être à tous les postes, doublés avec un adulte.

Un troisième exemple, c'est la master class. Ça concerne nos jeunes militants. Au niveau de la master class gouvernance et engagement, c'est quelque chose que l'on fait avec quatre associations : la Croix rouge, APF France Handicap, AFM Téléthon, Familles rurales, où ce sont des jeunes élus qui vont, bénévolement, décider ensemble de donner des week-ends complets où ils vont mettre en place un projet, où ils vont faire la connaissance des autres associations, faire des ateliers où ils vont monter en compétences dans beaucoup de domaines pour mener à bien un projet qui sera à la fin de l'année présenté à l'ensemble des cinq associations.

C'est à la fois du temps donné, du temps collectif et pour lesquels ils vont construire un projet. En termes d'engagements de la jeunesse, un des gros intérêts pour ce type d'action, c'est que ce soit eux qui construisent leurs propres projets ou leur propre engagement. Ils y trouveront tous les gains qu'ils peuvent percevoir, mais c'est bien eux qui construisent quelque chose qu'ils vont mener à terme et pour lequel ils sont prêts à donner énormément de temps.

#### **Vincent SEGUELA :**

Merci Françoise. Je vais de nouveau me tourner vers vous, Christophe. J'ai cru comprendre à travers les exposés, que ce soit Monsieur dans la salle avec la place des salariés dans le travail, ou vous-même qui avez parlé des parents qui s'investissent autour de l'école, - on vient également d'évoquer l'intergénérationnel -, qu'il y a un rapport entre la capacité d'un acteur à s'engager dès lors qu'on a créé les conditions, qu'il est en maîtrise du sujet sur lequel il souhaite s'investir. Peut-on affirmer cela ?

#### **Christophe DANSAC :**

C'est effectivement l'une des choses que l'on peut constater en psychologie. Bien souvent, les personnes s'engagent dans des actions pour lesquelles elles ont des petites connaissances des résultats qu'elles peuvent obtenir. Elles s'engagent plus facilement dans des domaines dans lesquels elles ont une certaine maîtrise.

Je suis militant associatif et je côtoie beaucoup d'associations d'éducation populaire. Le discours que l'on entend, c'est un discours qui est souvent influencé par le militantisme où on a l'impression que tout le monde fonctionne de la même manière que nous. Ce qui n'est pas vrai.

Il y a quelques années, on avait fait une étude, format micro-trottoir dans les quartiers de Toulouse. On avait interrogé environ 500 personnes et on leur avait demandé ce que signifiait le mot association, ainsi

que sur les connaissances des rôles des associations. Finalement, on avait constaté qu'il y avait assez peu de personnes qui savaient qu'une grande partie de leur quotidien est pris en charge par des acteurs associatifs.

C'est quelque pour lesquels on milite beaucoup, la visibilité du fonctionnement associatif. Car finalement, dans un grand nombre de situations, pour beaucoup d'associations, le fonctionnement associatif reste plutôt transparent et les personnes bénéficiaires de ces associations sont relativement peu conscientes qu'il y a un appareillage associatif derrière les activités auxquelles ils participent. N'ayant pas conscience de cela, ils n'ont pas d'attentes vis-à-vis de ce qu'ils pourraient apporter à ces associations.

Pour revenir à ce qui a été dit tout à l'heure, pour les dispositifs des jeunes ; toujours dans cette enquête il restait 13 % des jeunes qui ne connaissent pas le service civique, 67 % qui ne connaissaient pas le volontariat international ; 64 % qui n'avaient jamais entendu parler du conseil des jeunes. Il y a encore un grand nombre de jeunes qui ne connaissent pas les juniors associations. Les jeunes ne sont pas très au courant des espaces dans lesquels ils pourraient s'engager. Alors qu'il y a quand même 41 % des jeunes interrogés qui participent à des événements organisés près de chez eux. C'est de l'engagement citoyen. Si on regarde les intentions de bénévoles, on a plus d'un jeune sur quatre qui se dit prêt à être bénévole dans une association.

Il y a quand même une grande partie des jeunes qui a une attitude positive vis-à-vis du bénévolat et des associations. La grande question, c'est comment transformer ces intentions de comportement en comportement effectif ? Cette question intéresse beaucoup les psychologues. On sait bien que l'enfer est pavé de bonnes intentions, il y a plein de personnes qui souhaitent réduire leur empreinte carbone, manger moins de viande. On a les intentions, mais comment passer à l'action ? C'est la véritable problématique.

Je me rends compte que j'ai perdu le fil de la question...  
(Rires dans la salle)

### **Vincent SEGUELA :**

Je vais la reformuler, mais vous venez de me donner une superbe passerelle pour que je passe la main à Evanne. Le sujet, c'est comment arrive-t-on à accompagner les jeunes pour créer le capital matériel et humain afin qu'ils se sentent en autonomie, qu'ils puissent construire, avancer et mettre leur temps libre à disposition ?

### **Evanne JEANNE ROSE :**

On ne leur disant pas ça. On leur disant « *bienvenue chez toi. Tu verras, c'est ton appartement. Ça, c'est la laverie, etc...* ». Je dis ça qu'on a perdu quelque chose à vouloir parler d'engagement avec des dispositifs. Je crois que l'engagement est définitivement perdu dès le moment où on rentre dans un dispositif où c'est un autre emploi, qu'il soit rémunéré ou pas, car il est contraint.

Dans un habitat jeune, c'est la convivialité ordinaire qu'on vise. C'est bête à dire, mais c'est juste le fait de s'autoriser à être dans l'espace commun sans qu'il y ait d'activité prévue. Pour moi, c'est ça l'engagement. Combien de temps est-on captif de nos écrans ? Ce qu'on observe et ce que les études semblent montrer, c'est que le sentiment d'isolement chez les jeunes augmente à mesure qu'ils utilisent des écrans. Quand je suis captif et engagé sur les réseaux sociaux, ce n'est pas pour autant que je suis avec l'autre.

Le premier point, c'est d'arrêter de mettre des dispositifs partout. Je pense qu'on a un vrai enjeu autour de cela. De plus en plus, les tarifications vont se faire par rapport aux activités programmées. On a des financeurs, qui viennent de plus en plus chercher l'activité. On devient alors des machines à produire l'activité par lesquelles on vise l'engagement, pas tant l'engagement des personnes à s'engager par elles-mêmes, mais permettre à nous de faire nos activités et pas les leurs.

Le deuxième point concerne les jeunes qui veulent s'investir dans leur projet. Je n'ai jamais vu un projet qui a été fait à 100 % par les jeunes, et sur lequel ils étaient heureux de ce qu'ils avaient fait. Je pense que ce sont plutôt des projets où on construit avec.

J'insiste avec le « avec », parce que j'ai beaucoup de plaisir à construire des projets avec les jeunes. Ils attendent ça aussi. Quand on est animateur sur le terrain, on ne doit pas s'effacer. On est là pour discuter, construire. A vouloir se mettre des injonctions en disant « *c'est le projet des jeunes* », on ne permet plus rien finalement. Parce qu'il n'y a plus rien sur lesquels on peut se reposer, venir butter, être d'accord, pas d'accord. C'est comme si on disait « *pour que cela se passe bien, arrêtons de mettre des règles, ils ont peur. Si on veut qu'ils aillent au CA ou à l'AG, il faut que ce soit moins formel* ».

Moi je dis exactement le contraire. Formalisons le CA, à tel point qu'on arrive à comprendre les règles. Les associations qui se font toutes avoir sur les nouvelles façons de manager nos activités se font avoir sur la perte du temps consacré aux instances et au temps délibératif. Nos CA sont très structurés. On vise la performance du temps.

Mais la performance avec l'éducation populaire, je ne vois pas le lien. Je rappelle : prendre du temps pour un café dans une résidence habitat jeunes est pour moi plus productif de sens et d'engagement que d'avoir prévu une activité, qui, en 1 h 30, aura fait venir 10 jeunes que je pourrais inscrire derrière la fiche qui sera transmise au FSE européen.

Il faut qu'on arrive à sortir de nos concepts. Je pense qu'on est façonné, en tant qu'être humain, à faire des choses avec les autres, et non pas pour être captif de quelque chose. Je me demande si on ne produit pas de l'aliénation quand on veut produire de l'émancipation par des activités programmées à l'avance et des injonctions qu'on n'aura pas choisis de suivre.

#### **Vincent SEQUELA :**

Merci Evanne. Je ne m'autoriserai pas à dire si tu as bien répondu ou pas. J'essayais le plus honorablement possible de faire rebondir le débat. Je pense qu'il y a deux questions dans la salle. Je reviendrai vers vous ensuite, Françoise.

#### **Intervention de la salle :**

Bonjour à tous. Ma question c'est : « *Comment fait-on pour que les jeunes investissent leur temps, mettent en œuvre leur créativité et mettent le temps au service de la jeunesse ou de certaines associations ?* » Beaucoup de jeunes n'ont pas assez d'informations concernant ces associations. Ils en ont besoin. Comment devrait-on faire pour qu'ils puissent avoir accès à ces associations ?

#### **Une remarque du public :**

C'est davantage une remarque qu'une question. Pendant le confinement, j'ai vu que la MJC était fermée, mais pas le conservatoire. Ça m'a frappé. Parce que ce n'est pas le même public. Je le vois dans mon métier d'enseignante, et le Covid a mis en lumière ce phénomène.

Pendant le Covid, la rue était moins investie par les jeunes. Derrière tout ça, il y a la question de la rencontre. Il y avait plein de projets culturels mis en place dans mon lycée, mais ceux qui allaient voir les spectacles, c'était toujours les mêmes. Ce problème-là est crucial. On peut parler des jeunes dans



leur globalité, mais tant qu'il n'y aura pas une lutte pour l'accès à la culture, on ouvrira les conservatoires en temps de Covid, mais on continuera de fermer les MJC.

**Vincent SEGUELA :**

Merci. Il y a des réactions. Christophe, Éric ?

**Éric DACHEUX :**

Le dernier livre que j'ai dirigé s'appelle « *Communiquer l'invisible* ». Je ne pense pas qu'il s'agisse d'information. On est tous saturés d'informations. Par exemple, sur l'Union européenne, tout le monde dit qu'on n'a pas d'informations sur l'Europe. C'est faux. L'Union européenne produit 1500 messages par jour. Un serveur existe. Si on pose une question, n'importe quelle question, nous obtenons une réponse sous les 24 heures.

Selon moi, c'est plutôt une question de visibilité. L'invisibilité est en partie construite. L'Histoire est écrite par les vainqueurs. On est dans une société où il y a deux choses qui comptent : le marché et l'État. Tout le reste n'existe pas. Nous sommes dans une tradition historique, où on a supprimé les associations pendant la Révolution. Notre Président dit qu'il va reconnaître les corps intermédiaires, mais on voit qu'on a du mal à les reconnaître. Évidemment, tout est lié à la servitude numérique. Si on ne s'intéresse pas à quelque chose, jamais on n'aura accès à l'information. La question, c'est la découverte de l'autre. Ça a un rapport avec la visibilité, le temps. Chacun s'émancipe soi-même. Mais ça prend du temps.

**Christophe DANSAC :**

Je suis assez d'accord avec ce qu'a dit Éric. L'invisibilité, ça se construit. Le système scolaire reproduit aussi ce type de phénomène ; ce qui est rendu visible, c'est souvent bien plus l'éducation formelle qui est mise en avant que les acteurs de l'éducation populaire, qui se voient ouvrir de tout petits espaces dans l'école.

Je suis d'accord pour dire qu'il y a cet enjeu très fort qui est de favoriser l'accès à la culture et dépasser ce que Bourdieu avait dit, c'est-à-dire que les classes sociales sont encore très vivantes, dans la manière, y compris, que les jeunes vont pouvoir s'emparer de ce qu'ils sont autour d'eux.

Pour donner une petite réponse à la jeune dame, sur comment informer les jeunes. Je suis assez d'accord avec Éric sur le fait qu'on ne peut pas informer. Il faut mettre en contact et en action. D'ailleurs, pour recruter des éducateurs spécialisés, à l'IUT, on regarde leur cursus parce qu'on est obligé de trier. L'une des choses qu'on fait, c'est de trier en fonction de leur engagement antérieur. On fait comme les banques : on ne prête qu'aux riches. C'est ceux qui sont déjà engagés à qui on va donner d'autres opportunités de s'engager un peu plus. Une chose qui nous avait interpellés dans l'examen des candidatures et qu'on a retravaillée ensuite, c'était la possibilité d'exercer la fonction de délégué de classe.

C'est un grand révélateur de la manière dont notre école reproduit les schémas dominants dans la société. Il est très rare de voir des systèmes autres que ces systèmes d'élections.

On en arrive alors aux votes. Des personnes sont désignées, d'autres ne le sont pas. Tout ça crée des jeunes qui sont déjà représentants des autres et d'autres qui ne le sont pas. Dans les travaux qu'on a menés depuis 2015, on pose toujours la question de si ces jeunes ont déjà été délégués de classe.

Il y a une très forte corrélation entre le fait d'exercer cette responsabilité et la propension à faire du bénévolat. Qu'est-ce que ça signifie ? Ça veut dire que les jeunes qui se voient donner des opportunités

de représenter les autres sont plus à même de s'engager au service du collectif. Mais ça, ça repose sur les manques de répartition.

Plutôt que de mettre en place un système où on apprend aux jeunes qu'il y a des représentants et des représentés, on pourrait mettre en place un système plus direct. Ça permettrait d'ouvrir des enjeux qui ne sont pas ouverts jusqu'à présent. La manière de donner aux jeunes le goût de l'action, c'est de leur proposer des actions possibles à leur niveau. Je reste persuadé qu'il y a une grande importance du système scolaire, et qu'il doit y avoir une complémentarité entre l'éducation formelle et l'éducation non formelle.

**Vincent SEGUÉLA :**

Merci Christophe. Françoise pour une dernière intervention ?

**Françoise STURBAUT :**

Pour rebondir, au niveau de l'importance de l'art et de la culture, ça paraît fondamental. Au collège et au lycée, on emmène les enfants au théâtre, au cinéma, au musée. Mais ça ne suffira pas. C'est la pratique qui importe.

S'ils pratiquent, ils auront envie de continuer à le faire. L'école est devenue un ascenseur social bien moins fonctionnel qu'auparavant. Sur les classes découvertes, là aussi, ça peut aussi être des moments d'émancipation, de vivre ensemble.

Sur le foyer de jeunes travailleurs, votre projet c'est aussi de créer du vivre-ensemble. Vous parliez tout à l'heure, Evanne, du vivre-ensemble autour du café. C'est aussi important d'être disponible, d'échanger, de s'écouter.

Les classes découvertes, avec des contraintes, elles sont constructives, enrichissantes, mais il faut faire attention à ne pas dépasser ces contraintes.

Quand je parlais des différents projets, master class, etc..., on donne aux jeunes des éléments de contraintes, notamment vis-à-vis du droit, etc... Quand je parlais des projets, je disais que les jeunes construisent leur projet. Mais je parlais aussi de l'accompagnement qui est réalisé avec eux.

**Vincent SEGUÉLA :**

Merci Françoise STURBAUT, secrétaire générale adjointe de la ligue de l'enseignement. Merci Evanne JEANNE ROSE, vice-président de l'UNHAJ. Merci Éric DACHEUX, professeur. Et merci, Christophe DANSAC, maître de conférences.

Les prochaines rencontres prospectives du FONJEP se tiendront les 16 et 17 juin. Les sujets viendront s'inscrire parfaitement dans les lignes de ce qui a été discuté aujourd'hui, avec notamment la place de l'éducation populaire au service de quel engagement. Le deuxième point abordera le sujet des grandes transitions. Et le dimanche 19 juin, nous sommes appelés à voter. Merci à vous.

*(Applaudissements)*